

# Identité : pour un débat apaisé sur le récit national



CERCLE ORION

**L'enseignement de l'Histoire a pris, pendant plusieurs décennies, le visage du « récit national », certes parfois discutable quant à la restitution de la complexité du passé, mais qui avait l'avantage de proposer à tous les Français une Histoire accessible, mémorisable et valorisant la nation et ses valeurs. Remis en question par les remaniements de l'enseignement scolaire, le retour du récit national, après réexamen de son contenu et de son sens, s'avère indispensable pour refonder la cohésion nationale.**

Par Emmanuel CHERRIER

## AXE PHARE "IDENTITE & ORDRE REPUBLICAIN"

S'il fallait dresser un palmarès des thèmes qui, en France et de temps à autre, font polémique, celui du récit national, à coup sûr, figurerait dans le haut du classement. Sous cette expression, on entend la façon dont a été contée l'Histoire depuis la fin du Second Empire (un peu) et (surtout) sous la III<sup>ème</sup> et la IV<sup>ème</sup> Républiques, via divers vecteurs (médias, intellectuels, romanciers, etc.) dont le premier est l'école républicaine. Chargés de former de bons Français à partir de Bretons, Basques, Corses, Occitans et autres aux dialectes et cultures divers (sans parler d'opinions politiques opposées entre Républicains et monarchistes), les hussards noirs enseignaient une histoire commune à tous et qui, pour marquer les esprits, exaltait la grandeur nationale et nourrissait les jeunes imaginaires de glorieux faits d'armes et réalisations de brillants et célèbres personnages (Vercingétorix, Charlemagne, Bayard, Louis XIV, Napoléon etc.), retracés dans les manuels scolaires concoctés par Ernest LAVISSE (1842-1922) l'historien officiel de la République, ou *l'Histoire de France* de MICHELET, suivi des fameux *Malet et Isaac*. On en trouve une illustration dans la « certaine idée de la France » du général DE GAULLE assimilant la patrie à « *la princesse des contes ou la madone aux fresques des murs, comme vouée à une destinée éminente et exceptionnelle* » avant d'évoquer la « *nuit descendant sur Notre-Dame, majesté du soir à Versailles, arc de Triomphe dans le soleil, drapeaux conquis frissonnant à la voûte des Invalides* »<sup>1</sup>.

### D'un récit national évacué...

Or, dès les années 1930, et à la suite de l'école des Annales (derrière Lucien FEBVRE et Marc BLOCH), se développa la contestation d'une telle vision, jugée trop parcellaire, trop centrée sur les héros et occultant les aspects socio-économiques autant que (dans une perspective marxiste) les masses laborieuses. Cette remise en cause s'imposa dès les années 60, entraînant le remaniement complet des programmes d'histoire, qui culminera après l'an 2000, par l'introduction massive dans les

programmes scolaires de l'enseignement de l'histoire des autres civilisations, au détriment de l'histoire nationale et de ses héros.

Certes, le débat entre conceptions de l'Histoire est une évidente nécessité, tout autant que d'admettre que l'Histoire n'est pas une discipline existant *sui generis*, mais une sélection de faits, dont il faut intégrer l'inévitable subjectivité. Néanmoins, par la suite, la controverse quant au récit national a pu donner lieu à un simplisme caricatural, évacuant alors l'importance du sujet. Ce concept a fini par opposer deux camps dont les positions tournent parfois à une réductrice radicalité et se prêtent peu au compromis. D'un côté, les « anti » dénoncent un récit simpliste et propagandiste, empreint de nostalgie cocardière (voire nationaliste) et témoignant d'une vision historique biaisée car limitée aux héros (monarques, grands hommes) et aux moments épiques dépeints dans les images d'Épinal. L'appellation de « roman national »<sup>2</sup> s'inscrit dans cette vision, qui considère un tel récit comme une fiction subjectivement construite et idéologiquement orientée. De l'autre, les « pro » accusent leurs adversaires de, pêle-mêle, rejeter l'Histoire de France au profit d'une vision mondialisée et impersonnalisée, de développer une analyse historique réservée à une élite instruite et inaccessible aux masses de par sa complexité (en refus de la vulgarisation de l'Histoire, notamment par André CASTELOT, Alain DECAUX ou plus récemment Stéphane BERN, Lorant DEUTSCH ou Franck FERRAND), quand ils ne pratiqueraient pas une haine de soi alimentée par un réexamen de l'Histoire entraînant une repentance à sens unique. Enfin, au-delà des querelles d'historiens et intellectuels, les partis et leaders politiques n'ont pas répugné à instrumentaliser également la question, ce qui n'est pas pour en redorer le blason. On se souvient des remous causés par la loi du 23 février 2005 « *portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés* », dont l'article 4 en sa formulation initiale

<sup>1</sup> *Mémoires de guerre*, t. 1, 1954.

<sup>2</sup> Popularisée par Pierre Nora (*Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 3. t., 1984-1992), l'expression est due au sociologue Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français, l'antiracisme*

et le roman national, Paris, Gallimard, 1992, rééd. L'Artilleur, 2022.

précisait que « *Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit.* » Le rapporteur de la loi, Michel DIEFENBACHER, disait vouloir exalter « *la grande aventure conduite outre-mer par la France* », laquelle devait être « *enseignée à nos enfants de nos écoles* », pour en garder « *intact le souvenir de l'épopée de la plus grande France* ». Cette formulation fut finalement abandonnée, pour retenir en article 1 que « *la Nation exprime sa reconnaissance aux femmes et aux hommes qui ont participé à l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Indochine ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française.* » Sur le même sujet, en 2017, Emmanuel MACRON défraya la campagne présidentielle en qualifiant la colonisation de « crime contre l'Humanité ». Dans le rapport conflictuel au récit national, le futur chef de l'Etat avait été précédé en 2016, lors de la primaire de la droite et du centre, par François FILLON (qui plaidait pour un remaniement de l'enseignement de l'histoire afin justement d'enseigner le récit national) et Nicolas SARKOZY (estimant que, quelques soient les origines de chacun, leurs ancêtres étaient les Gaulois, avant de modifier un peu sa vision). Même Jean-Luc MELENCHON avait abordé la question<sup>3</sup>. Enfin, après une embarrassée commémoration officielle du bicentenaire de la mort de Napoléon en 2021, Eric ZEMMOUR ou (dans une moindre mesure) Valérie PECRESSE se référèrent aussi au récit national en 2022.

### **... à un indispensable récit national à refonder**

Or, ce sujet mérite un examen sérieux et dépassionné, ne serait-ce que parce qu'il touche par évidence à l'identité nationale, cet autre sujet sensible dont il est un élément constitutif. Celle-ci, dans une époque perturbée, est tout sauf un accessoire secondaire de notre pacte social car, au-delà de la querelle sur le récit, c'est la conception même de la nation qui se pose. Sur quoi le sentiment d'appartenance à la nation se fonde-t-il pour exister ? Depuis la fin du XXème siècle, cette question se pose avec une acuité particulière, au vu des bouleversements profonds que connaissent les sociétés. A ce titre, le politologue Yascha MOUNK<sup>4</sup> a rappelé que la crise de la représentation, dans nos démocraties, vient du délitement de ses trois piliers, dont l'un touche au récit national. Laissons de côté

<sup>3</sup> « *Moi je ne veux pas d'une ethnicisation gauloise du débat. Mais oui, je dis que nous sommes les filles et les fils des Lumières et de la grande Révolution ! A partir du moment où l'on est français, on adopte le récit national.* », discours à Boulogne-sur-Mer, 27 septembre 2016.

les piliers « *Etat providence profitant économiquement à tous* » et « *filtrage des informations pour éviter les mensonges* » pour ne retenir ici que le pilier « *cohésion des sociétés* ». Abordant le multiculturalisme, l'auteur le considère comme irréversible, amenant nos sociétés à s'en accommoder. Plus que d'un impossible retour en arrière (à la conception ancienne du récit national), MOUNK appelle à fonder un patriotisme inclusif, socle indispensable d'une nation. Il importe donc de rendre du pouvoir et du sens à l'Etat-nation, tout en redéfinissant ce qui fait lien. Cette vision, très critiquée (notamment par la gauche radicale), rejoint celle de Mark LILLA. En effet, l'historien américain recommande également de refonder la citoyenneté par plus de politique institutionnelle mais aussi par plus d'instruction civique afin de forger une nouvelle conscience collective face à l'individualisme identitaire<sup>5</sup>.

Ce faisant, il pointe l'ennemi, principal du récit national. Quand l'individualisme (si bien analysé par TOCQUEVILLE) se conjugue effectivement à l'affirmation identitaire, il détruit ce qui fait lien au sein d'un peuple. Contre la conception universaliste issue des Lumières, de la Révolution et de la tradition républicaine, l'individualisme impose un « Moi » exacerbé réduisant l'individu à son origine ethnique ou géographique, sa sexualité, sa croyance ou sa couleur, quand ce n'est pas le vécu de ses ancêtres, brandi par les uns comme exigence de réparation, subi par les autres comme assignation à culpabilité éternelle. Plutôt que d'être rassemblés en nation, les groupes, les individus sont opposés les uns aux autres. Au fondement de nos sociétés, quand les mythes individuels ou communautaires remplacent les mythes universels communs à tous, et s'ajoutent à la méconnaissance de l'Histoire, comment la nation peut-elle encore se concevoir ?

Celle-ci, contrairement à ce qui a pu être considéré parfois, n'est pas acquise une fois pour toutes, Ernest RENAN l'a magnifiquement dit<sup>6</sup>. Sans volonté soutenue et réitérée sans fin, la nation n'est plus. Il est donc vital pour une nation de bien définir ce qu'elle veut enseigner d'elle-même dans ses écoles.

### **Pour une citoyenneté retrempée**

La (re)formation et surtout l'affirmation ferme et continue, par-delà les aléas politiques et revirements des programmes scolaires, d'un récit national doivent permettre de lier à nouveau citoyenneté et nationalité, sur une base commune. Refusant à la fois la peinture d'une histoire figée dans les images d'Epinal (le célèbre « nos ancêtres les Gaulois » a

<sup>4</sup> *Le peuple contre la démocratie*, Paris, Ed. de l'Observatoire, 2018.

<sup>5</sup> *La Gauche identitaire, l'Amérique en miettes*, trad. de l'anglais par Emmanuelle et Philippe Aronson, Paris, Stock, 2017.

<sup>6</sup> *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Conférence à la Sorbonne, 1882.

vécu...) et le militantisme déconstructiviste (qui, tout en critiquant l'idéologisation du récit national, ne fait qu'imprégner d'une autre idéologie l'enseignement de l'Histoire), le récit refondé doit être celui d'une Histoire qui n'élude aucun aspect, qui assume les aspects positifs et négatifs, qui cesse de s'autodénigrer<sup>7</sup>, qui ose assumer un peu (beaucoup ?) de fierté et qui, pour ce, ose rendre aux héros et aux grands événements leur place. Quoiqu'on puisse leur reprocher, le succès des émissions ou des ventes de magazines historiques atteste de l'appétence des Français pour l'Histoire. Dès lors, comme au cinéma ou en littérature, pour enraciner le récit national, il faut frapper les imaginaires voire, pourquoi pas, donner à rêver. Pour ce, les héros et les moments épiques sont nécessaires. Comme le pouvoir dont elle est titulaire, la nation a besoin d'incarnation, et les personnages marquants l'assurent. Néanmoins, dans une perspective de ne rien occulter du déroulement du passé, ce récit refondé n'oubliera pas ces « *petits, les obscurs, les sans grade* » magnifiés par Edmond ROSTAND dans le personnage de Flambeau<sup>8</sup>, non plus que l'histoire économique et sociale. Ni roman ni vision désincarnée, ce récit réaffirmera l'universalisme sans nier la diversité des origines d'un peuple se réalisant dans le creuset des valeurs républicaines. Il s'avère donc d'une importance vitale pour la refondation et la perpétuation de la cohésion nationale.

Pour ce, il importera donc que les programmes d'histoire abordent en premier lieu l'Histoire de France, en la contextualisant dans son époque par une comparaison avec l'histoire des autres civilisations. Sans ignorer les autres aires culturelles, l'accent sera cependant recentré sur la nation, via le récit refondé. On ne peut donc que souhaiter qu'un débat sur le sens et le contenu du récit national survienne et acquière une audience nationale. Doit-il se faire entre historiens ? Non. Les spécialistes sont éminemment indispensables, mais pas suffisants. Pour que les citoyens puissent aussi adhérer à ce récit, il importe que le débat soit aussi ouvert à la société civile, via des représentants tirés au sort (comme pour la Convention citoyenne sur le climat) ou désignés par leurs pairs. Les modalités restent à définir. Là n'est pas la seule difficulté, car

on sait bien que tout récit qui sortira des travaux sera subjectif. Le récit de l'Histoire l'est inévitablement, mais tant qu'à devoir composer avec cet impondérable, autant qu'il puisse unir les Français dans un rapport pacifié et complet à leur passé, cette source de leur avenir. ■

## Nos recommandations

*pour les pouvoirs publics*

### **Organiser une réflexion et un débat**

Il faut réintroduire le récit national dans l'enseignement de l'Histoire

Pour cela, il importe d'organiser une réflexion et un débat ouvert à la société

### **Inscrire dans le marbre la perpétuation de ce récit dans l'enseignement**

Les programmes scolaires ne doivent plus remettre en question les volumes d'enseignement de l'Histoire ni la forme qu'il prend (le récit national)